



Communiqué de presse

Thierry Lepaon, écrivait il y a quelques jours à Madame Taubira pour lui exprimer la solidarité de la CGT et rappeler que : « Le racisme et la xénophobie sont totalement étrangers aux valeurs portées par le CGT ». La relation salariale solidarise et rend égaux les salariés. Quelle que soit notre couleur de peau, nous sommes camarades de travail et, nous l'espérons, camarades de combat.

C'est le sens de notre lutte pour la régularisation de nos camarades travailleurs sans-papiers. Toutes les actions et toutes les victoires participent à la lutte contre le racisme.

Depuis, un appel pour dire « stop au racisme » a été initié par un collectif d'associations et d'organisations syndicales avec un rendez-vous à Paris le 30 novembre.

L'Union Départementale CGT Hérault constate que sur ce département, la montée des thèses d'extrême droite est manifeste et vient percuter les luttes progressistes dont le syndicalisme est porteur.

Le creusement des inégalités, la crise avec son cortège de licenciements, le pouvoir d'achat qui recule pour les actifs et les retraités, le chômage de masse des jeunes, sont autant d'éléments qui viennent donner de la résonance aux thèses racistes.

S'opposer aux thèses d'extrême droite passe par des politiques sociales ambitieuses qui ne laissent pas des pans entiers de la population au bord de la route. Cela passe par retrouver une cohérence et une unité de la République. Les services publics et la protection sociale en sont les outils, la casse du programme du CNR initiée par la droite et le MEDEF doit prendre fin, des signes positifs doivent être envoyés à celles et ceux qui dans le monde ouvrier ont œuvré à sortir Sarkozy et son équipe et qui aujourd'hui se sentent déçus, trahis.

Nous appelons aussi le monde intellectuel, culturel et médiatique à se ressaisir et à stopper cette banalisation du FN. Non ce n'est pas un parti politique comme les autres et les multiples fenêtres médiatiques offertes aux leaders frontistes l'installent en position de référence, or les idées qu'il défend ne seront jamais notre référence. Il ne faut pas banaliser, il faut dénoncer et condamner. Les propos et les caricatures portés à l'encontre de Madame Taubira doivent être dénoncés avec beaucoup de force tout comme les thèses sociales et économiques de l'extrême droite.

Dans ce pays, c'est le capital qui organise la fraude fiscale à grande échelle et détruit la richesse, ce sont des entreprises nationales et internationales qui organisent le travail clandestin.

Dans l'actualité proche, le mouvement des « bonnets rouges » a surfé sur les thèses populistes portées par des organisations patronales et des groupements proches de l'extrême droite, elle a trompé y compris des ouvriers qui y ont vu un exutoire à leur colère. Mais ce pays n'a pas besoin de moins d'Etat, il a besoin d'un Etat qui garantisse une République juste. Il n'a pas besoin de moins d'impôt mais il a besoin d'un impôt qui protège les plus faibles et s'attaque aux privilèges.

Nous avons pu constater comment la complaisance, le renoncement politique, la paresse intellectuelle ont favorisé la montée de ce mouvement avant que nos camarades bretons ne dénoncent les amalgames et organisent la riposte. Les 13000 manifestants de ce week-end à Rennes, Lorient, Saint-Brieuc et Morlaix redonnent de l'espoir et sont l'œuvre courageuse des syndicalistes. Il n'est pas innocent, dès lors que la disparition de nos syndicats soit inscrite au programme de l'extrême droite.

Ce gouvernement ne devrait-il pas dès lors s'engager dans une démarche donnant plus de droits à la démocratie sociale ? Plus de droits et de citoyenneté aux salariés dans l'entreprise ? La loi d'amnistie des militants syndicaux et associatifs portée par la gauche au Sénat serait un premier pas en ce sens.

La simple dénonciation des excès du frontisme ne suffit pas. L'indignation d'un jour ne règle rien des causes sociales qui nous préoccupent. Il faut engager un véritable combat global qui passe par une profonde modification de notre économie, de nos politiques sociales, de notre démocratie. C'est à ce prix et à ce prix seulement que les thèses frontistes retourneront dans les poubelles de l'histoire.

Nous appelons nos adhérents :

A combattre dans l'entreprise et dans la cité la montée de l'extrême droite.

A s'engager dans les mobilisations à venir contre l'austérité en particulier le 03 décembre au Corum lors de la venue du Premier ministre.

A participer aux initiatives locales qui pourront être décidées dans le cadre de l'appel du 30 novembre « stop le racisme ».

Montpellier, le 26 novembre 2013